



CHANGEMENT CLIMATIQUE : IPAR

BAISSE DRASTIQUE DES RENDEMENTS DE CÉRÉALES ET MOINS POUR L'ARACHIDE À NIORO DU RIP

A Nioro du Rip, les Changements climatiques vont entraîner, des baisses de rendements des céréales, des hausses de températures pour les périodes 1980 à 2009 et 2040- 2069. Toutefois l'Etude sur l'impact du Changement climatique (CC) : cas de Nioro du Rip faite par l'Ini-

tiative prospective agricole et rurale (Ipar), a proposé, mi-juin à Dakar, dans ses résultats, des scénarii qui permettent aux populations de trouver des solutions et des actions qui s'imposent.

LIRE PAGE 8



CORAF/WECARD :
**Chronique
 d'une faim
 ... à l'aube
 du PPAAO...**

LIRE PAGE 4-5

JOURNÉE DE LA RENAISSANCE SCIENTIFIQUE DE L'AFRIQUE :

60% DES CONFLITS SONT D'ORIGINE FONCIÈRE, SELON LA CNRF

P6

**TRANSFORMATION
 DU CAJOU**

**L'Afao forme
 une quinzaine de
 femmes à Gorom**

P3



DÉVELOPPEMENT

**Le Pudc vise
 «un développement
 inclusif et solidaire»,
 selon Macky Sall**

P2



DÉVELOPPEMENT : Le PUDC vise "un développement inclusif et solidaire", selon Macky Sall

(Aps) - Le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) "répond au souci permanent d'un développement inclusif et solidaire", pour plus d'équité, a assuré, mardi début juillet à Diamniadio (Dakar), le président de la République Macky Sall.

"Le Programme d'urgence de développement communautaire, c'est un programme qui me tient particulièrement à cœur. Le PUDC répond en effet à mon souci permanent d'un développement inclusif et solidaire pour plus d'équité, de justice sociale suivant l'esprit et la lettre du Plan Sénégal émergent (PSE)", a-t-il dit. Macky Sall a lancé, mardi, au Centre international de conférence Abdou Diouf de Diamniadio (CICAD), le PUDC destiné à lutter contre les inégalités. Pour le président Sall, le PUDC doit se traduire par "une meilleure territorialisation des politiques publiques pour stimuler les potentiels de toutes les localités". "Il s'agit ici de donner une plus forte implication des initiatives à la base par une meilleure application aux acteurs à la base dans la formulation des stratégies de développement local et leur mise en œuvre", a-t-il expliqué. "En somme, nous voulons parvenir à un développement véritablement national et inclusif ; C'est-à-dire un développement devant permettre à tous les sénégalais où qu'ils se trouvent de bénéficier des ressources nationales pour des meilleures conditions de vie", a poursuivi Macky Sall.

Le PUDC, doté d'une enveloppe de 113 milliards de F cfa, cherche à doter le monde rural de pistes de production, d'eau et d'énergie, entre autres.

José Graziano da Silva réélu à la tête de la FAO

(Jade/Syfia) - L'actuel Directeur général de la FAO, M. José Graziano da Silva, a été réélu, début juin, pour un deuxième mandat à la tête de l'organisation onusienne pour l'Alimentation et l'Agriculture, apprend-t-on de source proche de l'organisation.

A la FAO, ce vote a obtenu le plus grand nombre de suffrages jamais réalisé dans l'histoire de cette agence spécialisée de l'ONU avec un total de 177 voix sur 182 votes exprimés. L'élection a eu lieu le premier jour de la Conférence biennale de la FAO (du 6 au 13 juin 2015). Dans son discours, suite à la confirmation de sa réélection, José Graziano da Silva a réaffirmé l'engagement de la FAO à éradiquer la faim et la malnutrition. Nominé par le Brésil, M. Graziano da Silva était l'unique candidat à ce tour de scrutin. Son nouveau mandat prendra effet le 31 juillet 2015 et s'achèvera en juillet 2019. Avant de rejoindre la FAO, José Graziano da Silva, rappelle-t-on, avait dirigé l'équipe qui avait conçu le programme très réussi "Faim Zéro" ("Fome Zero") du Brésil dont il avait supervisé la mise en œuvre initiale. M. José Graziano da Silva est le huitième Directeur général de la FAO depuis la fondation de l'Organisation en 1945.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET RÉSILIENCE : L'Ue et la Fao lancent deux nouveaux programmes quinquennaux

(Jade/Syfia) - L'Union européenne et la FAO ont lancé, mi juillet, à Addis-Abeba deux nouveaux programmes quinquennaux sur l'Agriculture durable et résilience: le mécanisme FIRST et le programme INFORMED. Ce nouveau partenariat vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et la résilience dans au moins 35 pays*, apprend Jade/Syfia de source proche de la FAO.

Le Commissaire de l'Ue chargé de la coopération internationale et du développement, Neven Mimica et le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, ont signé ce partenariat à l'occasion de la 3ème Conférence internationale sur le financement du développement.

Selon les deux organisations, le mécanisme FIRST (Impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, Résilience, Durabilité et Transformation) vise à renforcer les capacités des gouvernements et des administrations régionales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il participe aussi à la mise en œuvre de politiques agricoles durables, sous la forme d'un appui aux politiques et de développement des capacités. Quant au programme INFORMED (Information pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience au service des décisions), il contribue à renforcer la résilience face aux crises alimentaires dues aux catastrophes anthropiques et naturelles. Un des moyens d'atteindre ce but est de fournir aux décideurs des informations périodiques, factuelles et en temps utile. Pour ces deux programmes, L'Ue va contribuer à hauteur de 50 millions €, soit plus de 30 milliards de F cfa et la FAO d'environ 23,5 millions (plus de 15 milliards de F cfa) à cette initiative, qui seront pilotés par les pays en fonction de la demande. "Cette initiative sera décisive pour ai-

der les pays partenaires et les organisations régionales à mobiliser les moyens politiques, techniques et financiers autour du but commun de réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle contribuera également à renforcer le partenariat entre l'Union européenne et la FAO", a affirmé M. Mimica. Pour le patron de la FAO, Graziano da Silva, "cette nouvelle phase de notre partenariat avec l'Union européenne permettra de renforcer la capacité de la FAO d'aider les gouvernements à acquérir les données et l'information nécessaires pour élaborer et mettre en œuvre des politiques efficaces dans le but de s'attaquer aux causes profondes de la faim et de développer la résilience aux chocs et aux crises". Malgré les progrès réalisés au cours des dernières décennies, selon le dernier rapport des Nations Unies sur l'insécurité alimentaire, quelque 800 millions de personnes dans le monde sont encore victimes de la faim, tandis que des millions d'autres n'ont pas accès à une alimentation saine.

Un récent rapport conjoint de la FAO, du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et du Programme alimentaire mondial (PAM) estime qu'il faudra encore 267 milliards de dollars/an, soit 14 000 milliards de F cfa pour éradiquer la faim dans le monde d'ici 2030.

PÊCHE ILLICITE : Les contrevenants devront payer entre 500 millions et un milliard de F cfa

(APS) - (APS) - Le nouveau Code de la pêche, adopté mardi à l'unanimité par les députés, fixe entre 500 millions et un milliard de francs CFA l'amende réprimant la pêche illégale, ainsi que la confiscation de tout bateau mis en cause en cas de récidive, a indiqué mardi fin juin, le ministre de la Pêche et de l'Economie maritime, Oumar Guèye.

"La sanction pour la pêche illícite, qui était de 150 millions de F cfa, minimale passe dans le nouveau code à 500 millions, et la sanction maximale passe de 200 millions de F cfa à un milliard", a-t-il dit lors de l'examen du projet de loi portant Code de la pêche maritime. Selon Oumar Guèye, les sanctions ont été revues à la hausse pour décourager les bateaux industriels, dont la capacité de pêche dépasse largement celle des pêcheurs artisanaux. "Nous avons voulu taper là où il fait mal, c'est-à-dire les bateaux industriels qui posent le plus de problème à notre pêche artisanale et raflent en même temps nos fonds", a expliqué le ministre de la Pêche, précisant qu'en cas de récidive, le bateau va être confisqué. De même, il a prévenu que les pêcheurs sénégalais seront également sanctionnés sur la base de leurs recettes. "Nous voulons homogénéiser les sanctions, mais vous conviendrez que ces mêmes sanctions ne peuvent être appliquées pour nos pêcheurs. Leurs recettes ne le permettent pas", a-t-il expliqué.

Abordant les difficultés rencontrées dans la pêche artisanale, il a relevé la place stratégique de la pêche qui représente plus de 600 000 emplois et fournit 70 % de l'apport en protéines animales. Oumar Guèye indique que le nouveau Code de la pêche maritime apporte de nouvelles dispositions dans la lutte contre la pêche illícite, non déclarée et non réglementée (INN), la cogestion des pêcheries, etc.

"Pour protéger la pêche artisanale, nous avons augmenté les limites pour la pêche industrielle. Avant, c'était dans les 6 miles maintenant, elles sont fixées à 10 miles", a-t-il dit. Le ministre de la Pêche a également indiqué que l'interdiction des filets monofilaments et multifilaments sera faite progressivement, compte tenu du nombre important de pêcheurs qui les utilisent. "Des programmes d'accompagnement en termes de sensibilisation et de subventions faciliteront la mise en œuvre de cette mesure", a ajouté M. Guèye relevant que la dérogation spéciale accordée aux navires de recherche est limitée aux activités de recherche.

AGRICULTURE : La région de Ziguinchor identifie les obstacles à sa riziculture

(Aps) - L'insuffisance de semences de qualité et la faible utilisation des engrais font partie des obstacles à la contribution de la région de Ziguinchor (sud) au programme national d'autosuffisance en riz.

Des autorités administratives locales, des représentants d'organisations de producteurs et d'institutions partenaires de l'Etat ont participé ce lundi fin juin à une réunion sur la campagne agricole 2015-2016 et la contribution de la région de Ziguinchor au Programme national d'autosuffisance en riz (Pnar).

La rencontre était présidée par le gouverneur Ibrahima Sakho. Elle a été organisée dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS).

Le directeur régional du développement rural, El Hadji Mamadou Konté, a cité, parmi les "contraintes" de la riziculture locale, "l'exiguïté des parcelles de riz comprises entre 0,25 ares et 0,5 ares". La petitesse des superficies est un obstacle à la "mécanisation" et à "la motorisation" de la riziculture. "La dégradation des terres cultivées, sous l'effet de la salinité, de l'acidité et de la toxicité ferreuse, l'ensablement des terres, la non-fonctionnalité des barrages d'Affignam et de Guidel, le manque d'harmonisation des interventions [des partenaires financiers et techniques], et le vieillissement de la main-d'œuvre agricole font partie des contraintes", a expliqué M. Konté. Il estime qu'il est possible d'atteindre l'objectif de 120 000 t de riz paddy par an, qui est assigné à la région de Ziguinchor, d'ici à 2017.

Les producteurs ont l'obligation de "tendre vers l'entrepreneuriat agricole", qui leur permettra d'avoir des surplus de production destinés à la consommation et aux marchés, selon le directeur régional du développement rural.

Il a préconisé la poursuite des aménagements hydro-agricoles, par la construction d'ouvrages de qualité. De même faut-il convaincre les producteurs de "la nécessité de remembrer les vallées rizicoles pour obtenir des superficies conséquentes et favorables à la mécanisation et à la motorisation". La production de riz paddy de la région est passée de 33 107 t (21 812 ha) en 2013 à 26 310 t (17 800 ha) en 2014, soit 21% de l'objectif de 120 000 t fixé à cette entité régionale, a signalé El Hadji Mamadou Konté. Selon lui, cette baisse des rendements est la conséquence de la faible pluviométrie de la région.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122
Bp : 17130 Dakar - Liberté Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

TRANSFORMATION DU CAJOU : L'Afao forme une quinzaine de femmes formatrices à Gorom



(Jade/Syfia) - Une quinzaine de femmes s'activant dans la transformation et la commercialisation de la noix cajou ont pris le ferme engagement, début juillet, à Gorom dans le département de Rufisque (Dakar), de continuer à travailler dans ce secteur aux côtés de l'Afao (Association des femmes d'Afrique de l'Ouest).

PAR ABABACAR GUËYE & MADIENG SECK

A Gorom, à la cérémonie de clôture de la formation des formatrices, des femmes transformatrices ont promis, comme dans un serment, de respecter les normes d'hygiène après avoir suffisamment maîtrisé les techniques modernes de transformation pour mettre sur le marché des noix grillées de qualité.

Venues de Thiénaba, dans la région de Thiès, Ziguinchor en Casamance et Gorom dans la région de Dakar, ces 15 femmes ont participé, du 29 juin au 03 juillet 2015, à une formation des formateurs sur les techniques de transformation de l'anacarde. Autour de la présidente de

la transformation de la noix de cajou devient plus facile, plus hygiénique", s'est réjouie encore Mme Nogaye Sow, une des bénéficiaires de cette formation organisée par l'Afao qui exécute le projet "Capacity Development of Cashew Value Chain Actors in West Africa", financé par le Conseil Ouest et Centre africain pour le recherche et le développement agricoles (Coraf/Wecard) et la Banque mondiale. "L'objectif de ce projet est de développer les compétences des femmes transformatrices de cajou au Sénégal qui seront équipées en matériels après leur formation", a expliqué Mme Ndiaye

transformatrices d'anacarde.

Comme Nogaye Sow du Gie de Thiénaba, d'autres apprenantes Awa Sylla de l'Afao/ Rufisque, Fatou Dème Diop du Gie Sope Nabi de Kounoune, Aïssatou Seydi du Gie Fass Diom de Ziguinchor ont dit toute leur satisfaction à l'issue de cet atelier de formation. Selon elles, en effet, tout le processus de la transformation de l'anacarde est maîtrisé, depuis le tri de la matière première à la cuisson, en passant par la mise en sachet et le pesage.

Leur collègue, Mme Siraning Touty Sané de Ziguinchor est

allée plus loin. Tout en saluant la main tendue de l'Afao, Mme Sané a exhorté ses sœurs à pérenniser les acquis de la formation en commençant, dès à présent, le travail en attendant la réception du matériel promis. Elle a deman-

ment Elimane Dramé le formateur. "La balle est dans votre camp", répond-t-il, avant de saluer l'Afao qui a eu le flair d'initier ce projet d'anacarde bénéfique aussi bien aux femmes qu'à l'économie de la région de Casamance, principale zone de production d'anacardes. "En moyenne, 95% de la production d'anacarde est exportée à l'état brut vers l'Inde et le Vietnam. Dans ces pays, 90% des femmes s'activent dans la transformation comme vous. Donc, pourquoi ne pas la transformer ici et créer de la valeur ajoutée", a suggéré M. Dramé. Il précise qu'à Ziguinchor, les Indiens achètent le kilo de la noix à 800 F cfa, contre 200 F cfa il y a quelques années. Ceci, dit-il, sans compter les travaux de séchage, la mise en sacs et les autres coûts. "L'anacarde est un bon créneau, mais il faut des ressources financières accessibles pour l'exploiter. Et cela peut constituer un obstacle pour les femmes qui ont des difficultés d'accès au crédit", déplore M Dramé.

Dans ce lot de difficultés, notam-

**95% DE LA PRODUCTION
D'ANACARDE EST EXPORTÉE VERS
L'INDE ET LE VIETNAM**

dé également à l'Afao de démultiplier la formation à la base. "Que j'aie de l'équipement ou pas, je m'engage dès aujourd'hui. Je vais faire de mon mieux pour travailler et porter l'anacarde hors de nos frontières", a lancé Mme Sané qui a pris, devant l'assistance, l'engagement de démultiplier cette formation auprès de ses sœurs restées au village en Casamance. Une idée que partage entière-

ment l'acquisition de matériel, la patronne de l'Afao a tenu à rassurer les transformatrices. "L'Afao va vous équiper. Ce matériel de transformation n'existe qu'en Inde, sinon on l'aurait acheté avant votre arrivée à la formation. Les commandes sont en train d'être faites, cela va prendre du temps mais l'essentiel est que ça vient", a soutenu Mme Tall, avant de procéder à la remise des attestations de participation.

BIENTÔT UN RÉSEAU DES FEMMES TRANSFORMATRICES D'ANACARDE

l'Afao, Mme Khady Fall Tall, elles ont accepté de mieux s'organiser et de se professionnaliser. Séduite par le niveau de la formation, la secrétaire générale du Gie Fass Diom de Thiénaba, Mme Nogaye Sow trouve la formation "très utile" avec une technique des fours différente de celle qu'on connaît d'habitude à Thiénaba. Selon Mme Sow, ces fours allègent la pénibilité des travaux des transformatrices. "Avec ces équipements de pointe,

Mame Diarra, la responsable de ce Projet à l'Afao. Elle soutient que d'autres femmes, intervenant dans la pomme d'anacarde, seront formées l'année prochaine. Pour la présidente de l'Afao ce n'est qu'avec cette voie que l'on pourra lutter contre la pauvreté des femmes et en créant des richesses. Dans cet élan de soutien, Mme Tall a aussi émis l'idée de voir, au terme de ce Projet, l'avènement d'un grand Réseau national de femmes



Fidèle à sa vocation de journal d'informations agricoles et rurales, le mensuel sénégalais Agri Infos propose à ses lecteurs, à partir de ce numéro double de juillet-août 2015 et ce jusqu'à la fin de l'année, une série d'articles sur des résultats de recherche agricole et d'innovations technologiques du CORAF/WECARD.

Issus du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), ces résultats de recherche vont être vulgarisés grâce à un partenariat établi entre le mensuel Agri Infos et le Conseil Ouest et Centre Africain pour la Recherche et le Développement Agricoles (CORAF/WECARD).

**Conseil Ouest et Centre Africain
pour la Recherche et le
Développement Agricoles**



**West and Central African Council
for Agricultural Research and
Development**

WAAPP – Tenir la Promesse d'une Agriculture Ouest-Africaine Productive
Principaux Résultats

Chronique d'une faim... à l'aube du PPAAO

Depuis plusieurs décennies, l'Agriculture africaine est restée peu productive du fait de multiples facteurs endogènes (sécheresse, sols pauvres, conflits sociaux, faible mécanisation et utilisation d'intrants, absence de bonnes politiques agricoles, faibles résultats de recherche agricole et d'innovations technologiques, etc.) comme exogènes (choc pétrolier, crise économique et financière, manque d'investissements, d'équipements, ajustements structurels, etc.) Peu productive, disons-nous, cette agriculture africaine est restée incapable d'enrichir et de nourrir

nariat avec le FARA³, a joué un rôle important dans l'élaboration du PDDAA. Le lancement officiel du PDDAA en 2003 par les Chefs d'Etat de l'Union Africaine (UA) était un appel à l'action de tous les partenaires et toutes les institutions de l'UA et de l'Agence du NEPAD pour une plus grande implication.

En se basant sur le MAPP* et les principes du FAAP*, la CEDEAO a mandaté le CORAF/WECARD à élaborer le Programme de productivité agricole en Afrique de

des études approfondies commanditées par la CEDEAO, le CORAF/WECARD et la Banque mondiale. Le résultat de l'une des études en collaboration avec International Food Policy Research Institute (IFPRI) a permis au CORAF/WECARD d'identifier et de désigner neuf Centres nationaux de spécialisation (CNS) dotés d'une mission : renforcer les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) de la région.

Ces CNS ont été mandatés pour jouer le rôle de premier plan dans le développement des technologies et l'utilisation des denrées prioritaires. Un montant total de 456 millions de dollars, soit plus de 200 milliards de F cfa en ressources financières a été mobilisé. Cela exclut la valeur des actifs en capital humain, en terrain et les recher-

ches en laboratoire qui ont été effectuées pour atteindre les objectifs de productivité du programme. Le PPAAO est actuellement mis en œuvre dans les 13 pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo, avec une mobilisation totale de près de 300 chercheurs qui se focalisent sur les neuf produits de base dans les CNS. Des études menées par la FAO en 2011 ont montré que les indices de la production de denrées alimentaires connaissent une expansion plus rapide en Afrique de l'Ouest que dans les autres régions du continent. Cette performance a été attribuée à l'utilisation croissante des technologies et des intrants améliorés. Aussi, l'appui croissant de décideurs a considérablement ramené au programme

des politiques gouvernementales l'utilisation des résultats de recherche par l'intermédiaire d'instruments efficaces tels que le PPAAO.

De toute évidence, des efforts supplémentaires doivent être faits pour garantir la souveraineté alimentaire dans toute la région CEDEAO. Le PPAAO a ainsi contribué de façon durable à étendre les frontières de la productivité agricole. La situation alimentaire de la région aurait pu être pire si le PPAAO n'avait pas existé.

LE CORAF/WECARD MANDATÉ PAR LA CEDEAO POUR ÉLABORER LE PPAAO

correctement ses populations grandissantes très souvent affamées et soumises à des aides alimentaires. Depuis le début des années 70, avec l'appui d'Ongs et de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) avec le Club du Sahel, des stocks de produits alimentaires (maïs, riz, blé, etc.) arrivent dans les pays du Cils (Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel) et notamment d'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec des Op (Organisations de producteurs) et Osc (Organisations de la société civile), les banques, les gouvernements, etc. De l'avis de nombreux observateurs, ce sont ces aides alimentaires qui ont bloqué l'Agriculture africaine.

Face à cette situation alarmante généralisée de la disponibilité et de l'accessibilité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre et dans une certaine mesure l'ensemble du continent africain, le NEPAD¹ a élaboré en 2003 le PDDAA² pour promouvoir des interventions qui répondent le mieux à la situation largement reconnue de crise de l'agriculture africaine et à l'alimentation en mettant l'accent sur la mise en commun nationale et régionale des ressources et des investissements dans ce secteur stratégique. Le CORAF/WECARD, en parte-

l'Ouest (PPAAO) (**lire encadré**). Ce Programme piloté par le CORAF/WECARD est ainsi devenu l'une des principales réponses de la CEDEAO aux crises alimentaires entre 2006 et 2008 qui ont frappé la région et pour la mise en œuvre du PDDAA. Le PPAAO est entré en vigueur en 2007, après

UTILISATION CROISSANTE DES TECHNOLOGIES ET DES INTRANTS AMÉLIORÉS

¹ NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) a été créé en 2001 par les Chefs d'Etat africains.

² PDDAA – Programme Détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique

³ FARA – Forum pour la recherche agricole en Afrique – son Secrétariat Permanent a été établi à Accra en 2002 pour agir en tant que Porte-parole de l'Afrique en matière de recherche ainsi que l'utilisation des connaissances agricoles dans la production.

LE PPAAO :

Une approche novatrice pour améliorer la productivité agricole

Depuis sa création en 2007 et son adoption par les chefs d'Etats africains en 2013, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP) est financé par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec l'appui de la Banque mondiale. Il est piloté par le Conseil Ouest et Centre Africain pour la recherche et le Développement agricole (CORAF/WECARD) qui est son bras technique. Le PPAAO/WAAPP a pour objectifs : d'améliorer la production et la productivité agricole, d'améliorer la base productive, de renforcer les capacités d'intervention des institutions nationales de recherches agricoles et agro-alimentaires, de développement agricole et rural, services d'encadrement et de conseil agricole, de développement des ressources humaines et des institutions de recherche agricole et agro-alimentaire et de la vulgarisation.

Le PPAAO est entré en vigueur en 2007. Il est devenu l'une des principales réponses de la CEDEAO entre 2006 et 2008 face aux crises alimentaires qui ont frappé la région, et pour la mise en œuvre du PDDAA. Le résultat de l'une des études en collaboration avec International Food Policy Research Institute (IFPRI) a permis au CORAF/WECARD d'identifier et de désigner neuf Centres nationaux de spécialisation (CNS) dotés d'une mission : renforcer les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) de la région. Ces CNS ont été mandatés pour jouer le rôle de premier plan dans le développement des technologies et l'utilisation des denrées prioritaires suivantes: riz irrigué et pluvial de bas-fonds

et de plateau (Mali); riz de mangroves (Sierra Leone); racines et tubercules (Ghana); fruits et légumes (Burkina Faso); bananes et plantains (Côte d'Ivoire); maïs (Bénin); céréales sèches (Sénégal); l'élevage (Niger) et l'aquaculture (Nigeria). Un montant total de 456 millions de dollars, soit plus de 200 milliards de F cfa en ressources financières a été mobilisé. Le PPAAO est donc devenu depuis 2007 une approche novatrice du CORAF/WECARD pour ramener au programme des politiques publiques de la région, la question du financement adéquat de l'utilisation des technologies de pointe dans la productivité agricole pour la création de richesses et la sécurité alimentaire. Il est mis en œuvre dans 13 pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo avec une mobilisation totale de près de 300 chercheurs qui se focalisent sur les neuf produits de base dans les CNS.

Depuis sa création, le PPAAO a contribué de façon durable à étendre les frontières de la productivité agricole. Dans sa deuxième phase (2012- 2017), le PPAAO vise une augmentation de 25% de la productivité, contre 6% au départ. Une augmentation au profit de tous : producteurs, chercheurs, services techniques et agences de vulgarisation, universités et même consommateurs. Au Sénégal, c'est le Fonds national de recherche agro silvo pastorale (FNRAA), Association d'utilité publique qui finance sur une base compétitive des projets de recherche agricole et agro-alimentaire.

M S

Riz : résultats de recherche

Nous prenons l'exemple du riz en Afrique de l'Ouest pour montrer comment les résultats de recherche et d'innovations technologiques ont permis à cette céréale de faire des sauts quantitatifs et qualitatifs.

Selon la FAO, l'Afrique de l'Ouest a enregistré le plus fort taux de croissance en matière de production alimentaire sur le continent, passant de 26% en 1980 à 33% en 2010. Cela représente plus de 64 milliards de dollars US en 2010 soit (32 000 milliards de F cfa), contre 20 milliards de dollars US (10 000 milliards de F cfa) en 1980.



Les populations d'Afrique de l'Ouest sont rizivores. Du Sénégal au Togo, en passant par la Gambie et le Nigéria, le riz reste la principale alimentation de base. Aujourd'hui, la région se remet progressivement de la crise internationale du riz de 2007-2008. Avant cette crise, la plus grande quantité de riz consommée en Afrique de l'Ouest était importée. Mais une très grande partie de ce riz importé avait vieilli ; car certaines quantités avaient été stockées depuis près de dix ans. Dans ces pays d'Afrique de l'Ouest, ce riz vieilli aurait déjà perdu la plupart de sa valeur nutritionnelle. Étant donné que cette céréale reste la denrée la plus consommée et donc un aliment de base stratégique très important dans la région, c'est ainsi que le PPAO a fait de la riziculture une priorité.

Des investissements importants du PPAO dans cette culture ont été ciblés pour assurer un repositionnement significatif de la volonté de la région vers une production de l'autosuffisance en riz. Compte tenu de cet objectif, le CNS-riz basé au Mali (**lire ITV Dr Gaoussou du CORAF/WECARD à la page 6**) s'est concentré sur l'amélioration du Nerica déjà à haut rendement. Le CNS a libéré cinq variétés de riz à partir du nouveau riz pour l'Afrique (Nerica). Ces nouvelles variétés sont notamment : **Nerica L1, Nerica L2, Was62, Was42 et Was197.**

Ces variétés ont un potentiel de rendement moyen compris entre 8-10 t/ha par rapport aux rendements contrôlés qui se situent entre 5 et 6 t/ha. La diffusion a atteint près de 7700 ha impliquant près de 7 000 agriculteurs. Ces variétés sont soutenues pour être diffusées dans le cadre de l'initiative présidentielle sur le riz au Mali. Le programme fonctionne à l'échelle supérieure de la production de semences pour répondre à la demande croissante des producteurs. Le matériel génétique pour ces variétés a été partagé avec le Ghana et le Sénégal où elles sont en train d'être adaptées pour la diffusion.

Une plus large adoption de ces nouvelles variétés de riz devrait être un nouveau point de repère pour la production, la mise à disposition et l'accessibilité de céréales alimentaires dans la région, étant donné que le riz est l'une des céréales alimentaires les plus stratégiques de la région. Le PPAO continue de mettre l'accent sur l'utilisation accrue de ces technologies grâce à un outil formidable de stabilisation durable de la production alimentaire dans la région. Comme c'était le cas, certains gouvernements ont continué de lancer des initiatives présidentielles sur l'utilisation des technologies. L'initiative présidentielle du Mali sur la diffusion des nouvelles variétés de riz, par exemple, rend les variétés disponibles aux producteurs et aux PME de semences. [Une initiative présidentielle similaire sur le pain de manioc a également été lancée au Nigeria en 2013]. Ces initiatives créent des emplois et des marchés pour les habitants de ces pays.

INNOVATION

Le nouveau semoir mécanique

Le semoir mécanique pour le riz pré-germé a été conçu à l'origine aux Philippines et a été mis en place et adapté à la production de riz par le CNS-Riz. Le CNS a modifié le semoir, qui était à l'origine à propulsion humaine, et en passe d'être motorisée. Le semoir modifié a également des versions à traction animale. Le semoir a permis d'avoir une réduction de 50 % du nombre de graines/ha. Bien que les tests soient toujours en cours, il a été noté que le nouveau semoir a d'énormes potentiels dans la production de riz. Par exemple, à la suite



de plantation homogène des plants de riz et de meilleures conditions pour le désherbage des exploitations agricoles, les plantes ont très bien fleuri, et des augmentations de rendement jusqu'à 30% à la suite de l'introduction de cette pratique culturelle. Les autres CNS ont manifesté leur intérêt à bénéficier de cette technologie. Une plus large adoption de ces nouvelles variétés de riz devrait être un nouveau point de repère pour la production, la mise à disposition et l'accessibilité de céréales alimentaires dans la région. Le PPAO continue de mettre l'accent sur l'utilisation accrue de ces technologies grâce à un outil formidable de stabilisation durable de la production alimentaire dans la région. Comme c'était le cas, certains gouvernements ont continué de lancer des initiatives présidentielles sur l'utilisation des technologies. L'initiative présidentielle du Mali sur la diffusion des nouvelles variétés de riz, par exemple, rend les variétés disponibles aux producteurs et aux PME de semences. [Une initiative présidentielle similaire sur le pain de manioc a également été lancée au Nigeria en 2013]. Ces initiatives créent des emplois et des marchés pour les habitants de ces pays.

RIZ :

Modèle de réussite de Mme Awa Jagne (Gambie)

Mme Awa Jagne, une productrice du village de Boiram dans le CRR de la Gambie est devenue populaire suite à ses performances exceptionnelles dans la production de riz. Mme Jagne a raconté comment elle a bénéficié de l'intervention du PPAO à travers la plate-forme de l'innovation sur le riz dans sa localité. Son village n'avait traditionnellement jamais produit riz. Ce village est actuellement comme un modèle et une envie de la plupart des communautés productrices de riz de la Gambie principalement en raison de l'ensemble de l'appui fourni par le PPAO en collaboration avec l'Institut national de recherche agricole et le ministère de l'Agriculture. La réussite de Mme Jagne sur la vaste superficie du riz emblavée, en grande partie suite à l'utilisation de variétés à haut rendement introduites par la plate-forme d'innovation PPAO à Boiram a motivé les femmes et les jeunes du village à s'investir pleinement dans la production de riz pluvial. L'introduction de la variété Sahel 134, l'adoption de 21 meilleures pratiques et la mise à disposition à temps des intrants agricoles par le PPAO Gambie a donné lieu à une augmentation de rendement



de 500% pour le riz. Mme Jagne et un certain nombre de producteurs de riz Boiram ont diversifié dans la production de semences de riz et les rendements ont augmenté de 1.2T/ha à 4.5T/ha dans la saison de production en 2013. Mme Jagne a fièrement parlé de l'amélioration de sa situation économique. Elle a décrit comment elle pouvait maintenant se permettre d'assurer l'éducation de ses deux filles et s'occuper des besoins du ménage. Elle a raconté comment elle vendait ses petits-ruminants pour subvenir aux besoins de la famille – tout ceci n'est plus qu'une histoire lointaine. Avec ses compétences agricoles nouvellement acquises, elle s'est équipée pour améliorer sa ferme, et aider d'autres producteurs. Ceci a renforcé son estime de soi et son statut social. Elle est maintenant en mesure de participer activement à la prise de décision dans son quartier et en toute confiance interagir avec les dignitaires locaux et les décideurs poli-

tiques. Elle a soutenu 20 petits producteurs de riz dans son quartier avec des semences et elle devenue un modèle de rôle et une championne en production de riz dans le district de Fulladou. Depuis l'intervention du PPAO dans son village, les producteurs de riz dans son quartier cherchent son appui pour obtenir des semences et d'autres besoins sociaux. A travers les différentes formations auxquels elle a participé, ses connaissances sur les questions de genre et le climat ont impressionné les techniciens travaillant dans son village. Elle a inventé 4 recettes à base de riz (biscuits de riz, gâteaux, Chakeri et autres produits) qui sont très aimées par les consommateurs. Elle est capable de former et de sensibiliser les femmes sur les questions de nutrition et de santé. Son exposition dans la région ouest-africaine grâce au PPAO de la Gambie a un impact très positif sur son expérience et sa confiance.

L'APPUI DU PPAO-MALI AU NIGER: Le riz Gambiaca au Niger

En rejoignant le PPAO en 2011 la première étape du Niger était d'obtenir rapidement l'accès aux technologies rendues accessibles par les CNS existants pour accroître la productivité agricole, étant donné que le pays a été confronté à une faible productivité du riz et à qui on a attribué pendant longtemps la réputation de «niche de la famine». Le Niger s'est tourné vers le CNS sur l'amélioration de la productivité du riz basé au Mali. Le Niger en premier lieu a choisi la technologie sur les variétés de riz amélioré Gambiaca. L'équipe PPAO a pu acquérir 40 tonnes de riz amélioré Gambiaca avec le Mali et les a distribué aux producteurs de riz et aux producteurs de semences. En 2013, le riz Gambiaca a été adopté par plus de 10 000 producteurs qui ont amélioré leur rendement de 4-5 tonnes/ha à 7-8 tonnes/ha. Par ailleurs, 65 tonnes de semences certifiées de riz Gambiaca ont été produites en 2013 et devraient couvrir une superficie supplémentaire de 100.000 ha pour la prochaine saison de culture.

JOURNÉE SCIENTIFIQUE :

60% des conflits sont d'origine foncière, selon la Cnrf

(Jade-Syfia)- Universitaires, chercheurs, société civile, ont répondu présent, fin juin, à la Journée de la renaissance scientifique de l'Afrique (Jrsa) organisée par l'Amicale nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (Ansts). Occasion pour le Pr Moustapha Sourang de revenir sur les missions de la Commission de la réforme foncière (Cnrf) qu'il dirige, relevant que 60% des conflits émane du foncier.

PAR ABABACAR GUËYE

"L'objectif final de la réforme foncière entamée par notre pays est d'apaiser le climat social, parce que 60% des conflits sont d'origine foncière", a indiqué le Pr Moustapha Sourang. Le président de la Commission nationale de la réforme foncière du Sénégal (Cnrf) a fait cette révélation, mardi fin juin, au Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) à Dakar. C'était lors de la Célébration de la journée de la renaissance scientifique de l'Afrique (Jrsa) organisée par l'Amicale nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (Ansts), en partenariat avec l'Initiative prospective agricole et rural (Ipar).

Présidée par le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Mary Teuw Niane, cette journée du 30 juin instaurée par l'Union africaine (Ua) promeut la culture et le développement scientifique en Afrique. Une opportunité pour l'Ansts de débattre sur le thème : Le foncier, Etat des lieux et perspectives pour la modernisation de l'Agriculture. "La Journée scientifique doit apporter un plu valu en utilisant la science et la technologie pour une meilleure compréhension, un meilleur accompagnement de la réforme foncière qui est menée par la Cnrf. Nous avons invité son président à venir échanger avec

l'Académie sur cette question. C'est une perspective additionnelle que nous voulons apporter dans la procédure qui a été engagée par le Pr Sourang", a expliqué le Vice-président de l'Académie, en charge des questions agricoles, Moussa Touré.

A sa suite le Pr Moustapha Sourang est revenu sur la mission de la Cnrf qui consiste, dans un premier temps, à faire l'état des lieux, de 1932 jusqu'à 2011, et de recenser les listes des titres fonciers, ensuite de réfléchir sur les éléments de dysfonctionnements et en fin de proposer des éléments de remédiation. D'emblée, le Pr Sourang a expliqué que la méthode de la réforme s'est voulue participative et inclusive. "Nous venons de boucler 10 rencontres régionales et plus de 90 autres dans les départements. Le sentiment qui a paru, toutes les personnes ont pré-validé la réforme. Les rapports sont en train d'être produits", a confié le Pr Sourang. Puis d'ajouter : "C'est à partir de là que nous aurons une loi foncière qui correspond à leur vécu. Cette hypothèse est à partager avec les institutions (politiques, syndicats, universités, etc. pour discuter sur les hypothèses stabilisées".

Cela a amené le PCA de l'IPAR, Ahmet



Bachir Diop, à magnifier la démarche inclusive mise en œuvre par la Cnrf qui associe tous les acteurs à la définition de la politique foncière, "parce que, dit-il, cette question a conduit dans certains pays à des conflits".

La CNRF "oublie" les Universités

Si à l'unanimité, les participants ont salué le travail de la Cnrf, en revanche, les Universitaires regrettent qu'elle n'ait pas pu les consulter. "L'Ubg a produit des dizaines de thèses sur la question foncière au Sénégal. C'est pourquoi, nous sommes inquiets que la Cnrf ne nous ait pas consultée pour nous demander notre avis sur cette question aussi délicate", a déploré le Pr Kanté. Selon lui, il y a lieu de se demander si c'est une réforme foncière que l'on procède, parce qu'il y a "une anomalie" à faire une réforme foncière à partir d'une loi domaniale. "La loi sur le Domaine national ne peut pas servir de base à une loi foncière. Une réforme foncière doit, pour réussir, s'appuyer sur l'aspect juridique et culturel solide, à fortiori quand on veut étendre la propriété privée dans un contexte d'agriculture

familiale et communautaire", soutient le Pr Kanté. D'autres panélistes sont revenus sur l'accès des femmes et des jeunes à la terre, la gestion durable des ressources foncières.

En réaction Pr Sourang soutient que des tournées étaient effectuées dans l'optique de rencontrer tous les acteurs. "Nous avons préféré écouter tous les gens à parler de leur vécu..." Toutefois, Pr Sourang a tenu à expliquer que la réforme foncière n'est pas la loi agraire comme au Zimbabwe, comme le pensent certains. Cependant, il a souligné qu'il est impératif de concilier la sécurisation des exploitations familiales et la promotion de l'investissement privé en vue d'adapter le système foncier qui répond aux attentes de tous. Quant à l'accès des jeunes à la terre, le président de la Cnrf est pour l'accès, mais ne cautionne pas que ces terres soient un moyen pour financer l'émigration clandestine. Il a également proposé la mise en place d'un Observatoire de foncier au niveau national et départemental pour suivre la réforme et accompagner les acteurs pour qu'ils puissent bien comprendre les mécanismes de la réforme foncière.

ITV DR GAOUSSOU TRAORÉ DU CNS-RIZ MALI

CORAF/WECARD : Des chercheurs africains trouvent des variétés précoces de riz à haut rendement

(Jade/Syfia) Sutura, Wapmo, etc. sont les nouvelles variétés précoces de riz à haut rendement (6 à 7 t/ha) mises au point par Africa Rice et adaptées par des chercheurs du Coraf/Wecard. Ces résultats de recherche ont été révélés dans un entretien avec le Dr Gaoussou Traoré (Mali), coordonnateur du Centre malien mis en place dans le cadre du PPAO/WAAPP par le gouvernement en 2010 au sein de l'Institut d'Economie Rurale (IER). C'était en marge de l'atelier d'évaluation du 1^{er} Plan opérationnel (2008-2013) du Coraf/Wecard, tenu du 3 au 5 février 2014 à Dakar.

Propos recueillis par Madieng Seck

(Jade/Syfia)/ I) : Où en êtes-vous avec le programme riz du PPAO/ WAAPP en matière de résultat de recherche dans la sous-région pour accroître la sécurité alimentaire?

Dr Gaoussou Traoré : "La recherche sur le riz est une recherche stratégique au niveau national (pays), sous régional et régional (Afrique). Sous l'égide de la CEDEAO, le CORAF/WECARD et les pays membres de la CEDEAO ont choisi le Mali pour mener la Recherche-Développement en vue de contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire et à l'accroissement de la productivité de la filière riz. Dans le cadre de la mise en œuvre du WAAPP/PPAO, le Mali a mis en place le Centre national de spécialisation sur le riz (CNS-riz). Ce Centre a développé des programmes qui ont une importance aussi bien pour le Mali que pour le reste des

pays membres de la CEDEAO. Ces programmes ont été déclinés en 22 projets de deux types : - 8 projets de recherche stratégique dont la durée est de 5 ans (2009- 2013) ; -14 projets de recherche-développement dont la durée varie de 2 à 3 ans (2010-2012). Parmi les thématiques développées, il y a la sélection variétale ; la lutte contre les nuisibles (mauvaises herbes, maladies, nématodes, etc.) ; la mécanisation, aussi bien au niveau de la production que du post-récolte. Il faut signaler également les thématiques portant sur la transformation qui est un aspect important ; la gestion durable des sols et des eaux, notamment d'irrigation".

"Dans le domaine de la sélection variétale, l'approche innovante a été la recherche participative qui implique les chercheurs, les producteurs et les consommateurs depuis le choix des variétés sur lesquelles la recherche va être menée, en passant par le suivi-évaluation, jusqu'à la pré-vulgarisation et à la mise à la disposition effective des variétés retenues

au niveau de la vulgarisation".

JS/S/2 Cela signifie que cette recherche participative a eu des résultats probants avec des variétés cultivées localement? Ces variétés sont-elles du riz de qualité?

"La recherche participative signifie que les préférences des consommateurs sont prises en compte dans la création variétale. Exemple, les chercheurs vont prendre en compte le goût du riz, son rendement, sa précocité par rapport au changement climatique. Ils ont également travaillé sur le gonflement du riz pendant la cuisson, sa conservation de longue durée après la cuisson. Les chercheurs se sont aussi intéressés à la résistance aux maladies et aux attaques d'autres nuisibles. En fonction de tout cela, ils ont développé de nouvelles variétés de riz de qualité car, l'objectif du WAAPP est l'augmentation de la productivité. Donc il faut que la recherche réponde à cette demande en mettant l'accent sur l'augmentation des rendements. Ces rendements tournaient au Mali autour de 3 à 4 t/ha pour le riz irrigué et 1,5

à 2 tonnes/ha pour le riz pluvial. Sur la base des créations variétales qui existaient bien avant le WAAPP, nous avons mis l'accent sur les variétés à haut rendement. C'est ainsi que le CNS-riz, en collaboration avec Africa Rice, a mis à la disposition de la vulgarisation cinq variétés de riz à haut rendement : LI IER, L2 IER, WAPMO, SUTURA, SAKU".

"Les deux premières variétés ont un rendement au champ qui tournent entre 6 à 7 tonnes/ha avec la pratique conventionnelle. Avec la pratique du système de riziculture intensive (SRI), elles peuvent atteindre des pics de 10 à 11 t/ha. Pour les trois autres variétés, elles ont été adaptées aux régions du nord du Mali (Tombouctou et Gao) dans les périmètres villageois avec un système de pompage de l'eau. Ces variétés ont été appréciées par les riziculteurs qui les ont baptisées en leur donnant des noms indigènes en SONGHOY. Exemple riz WAPMO qui veut dire le riz du WAAPP ; SUTURA qui signifie la protection contre la faim; SAKU pour dire la satisfaction. Les rendements avec ces variétés atteignent 5 à 6 t/ha au champ. Elles sont précoces (100 à 110 jours) et bien appréciées pour leurs qualités : gustative, parfumé, cuisson facile avec gonflement... Ces variétés, mises à la disposition des services maliens de vulgarisation en 2010, ont été envoyées depuis pour adaptation au Sénégal, en Guinée, au Niger et au Togo."

SUITE EN PAGE 8

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

Des centaines de femmes leaders soutiennent le processus AGIR avec l'AFAO



(Jade/Syfia) - "Nous sommes ouvertes aux propositions de toutes les Associations de femmes pour travailler ensemble sur la résilience contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le cadre du processus Alliance globale pour la résilience (Agir- Sahel et Afrique de l'Ouest) en partenariat avec la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS."

C'est en ces termes, plusieurs fois entendus, que Mme Khady Fall Tall présidente de l'AFAO (Association des femmes d'Afrique de l'Ouest) a souhaité, mi-juillet, la bienvenue à ses sœurs

femmes leaders. Celles-ci étaient plusieurs centaines regroupées principalement dans la SYNAFE (Synergie nationale de femmes) à venir répondre massivement à l'appel de l'AFAO qui a organisé cet Atelier de sensibilisation et de plaidoyer.

LA MAIN TENDUE DE L'AFAO

Le meeting civil de la gente féminine sénégalaise s'était déroulé mercredi, mi-juillet, à l'Institut de

technologie alimentaire (ITA) à Dakar. L'Atelier "qui est venu à son heure", selon certaines participantes, était présidé par Mme Oumou Khairy Niang représentant le ministre de la Femme, de l'Enfance et de la Famille.

Elle avait à ses côtés Mme Innocence Ntap Ndiaye, ancienne ministre de l'Emploi, présidente du Haut Conseil pour le Dialogue social et présidente d'honneur de la SYNAFE. En réponse à cette main tendue de la présidente de l'AFAO, Mme Innocence Ntap Ndiaye a fait lire à Mme Bâ la présidente de la

SYNAFE, un document intitulé : "Déclaration de la SYNAFE pour une plus grande prise en charge de la dimension genre dans les politiques de développement du Sénégal" (**lire encadré**).

Une déclaration qui appelle les

autorités sénégalaises à bien prendre en compte les aspirations et l'implication des femmes dans la recherche de la paix en Casamance et le développement économique du Sénégal.

DÉCLARATION DE LA SYNAFE : Pour une discrimination positive des femmes

La présidente d'honneur de la Synergie nationale des Femmes (SYNAFE) Mme Innocence Ntap Ndiaye a appelé à une prise en charge de la dimension Genre dans les politiques de développement mis en œuvre au Sénégal. Elle a aussi magnifié les actions menées par les femmes pour lutter contre la pauvreté.

- **Article 1** : Les femmes de la SYNAFE appellent les autorités de la république du Sénégal à davantage de discriminations positives à leur égard;

- **Article 2** : Elles invitent le Premier Ministre du Sénégal qui en charge la réalisation des options et orientations du Chef de l'Etat, à porter une attention particulière à la dimension genre dans la mise en œuvre des politiques de développement : PUDC, AGIR, Droits politiques, comme dans les autres programmes ;

- **Article 3** : Elles affirment de manière solennelle, leurs dispositions à accompagner les autorités à réduire la pauvreté, par une autonomisation des femmes, par le développement d'activités génératrices de revenus avec un accent particulier dans la transformation des produits agricoles et à travailler pour la consolidation des droits politiques des femmes.

FORMATION AGRICOLE ET RURALE

Un Réseau sénégalais des acteurs porté sur les fonds baptismaux

(Jade/Syfia)-Un Comité de pilotage composé de 15 membres et émanant de l'Assemblée générale du jour a mis sur pied

un Bureau avec à sa tête Abdourahmane Faye du BFP (Bureau de la formation professionnelle agricole) du ministère de

l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER).

C'était à l'issue d'une Assemblée générale tenue mi juillet au pôle de recherche de l'Isra/Hann à Dakar et présidée par Moustapha Mbaye, un ancien de l'Ecole nationale des cadres ruraux de Bambey (ENCR). Une trentaine de professionnels de la formation agricole et rurale (Far) venue de diverses localités du pays y avait pris part durant toute la matinée.

1999 UNE DATE CHARNIÈRE "HISTORIQUE" DANS LA FAR

Après plusieurs heures de discussions sur la nécessité de la mise en place de ce Réseau tant souhaité depuis 1999 une date charnière "historique" reconnue par les acteurs présents, l'Association sénégalaise des professionnels de la formation agricole et rurale a finalement vu le jour.

"Cette réflexion critique est partie des Ecoles de formation agricole et rurale et on s'était fixé comme but 2015. Ce Réseau formel est venu à son heure et heureusement qu'il a pris forme. Les acteurs doivent maintenant se battre pour qu'il joue son rôle d'instrument de développement agricole soutenu par des formateurs de qualité" ont noté des intervenants. Plus critiques, des certains avaient fait remarqué que c'est ce rôle que doit jouer le Réseau qui avait manqué à l'Etat pendant des

années. Heureusement que le Réseau a pris forme", ont souligné certains participants qui faisaient allusion au Centre de formation agricole au village de Keur Samba Dia (Dept Mbour) resté non opérationnel bien après son achèvement.

Si beaucoup avaient souligné la nécessité de créer ce Réseau, d'autres ont appelé à ce que, une fois en place, ce Réseau ratisse large pour impliquer les acteurs de la société civile, le secteur privé, les jeunes, etc. D'autres encore ont déploré l'absence criarde de femmes aussi bien durant l'Assemblée générale, que dans le nouveau Bureau (**lire encadré**) mis en place. Enfin, le Comité Exécutif a pris bonne note pour prendre, dans les meilleurs délais, des contacts avec les autres réseaux.

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

Bureau du Réseau FARSEN

Président :

Abdourahmane Faye

Secrétaire Général :

Souleymane Sarr

Secrétaire Général Adjoint :

Babacar Pouye

Trésorier :

Mamadou Moustapha Maïga

CHANGEMENT CLIMATIQUE :

Baisse drastique des rendements de céréales et moindre pour l'arachide à Nioro du Rip

(Jade/Syfia) – A Nioro du Rip, les Changements climatiques vont entraîner, des baisses de rendements des céréales, des hausses de températures pour les périodes 1980 à 2009 et 2040- 2069. Toutefois l'Etude sur l'impact du Changement climatique (CC) : cas de Nioro du Rip faite par l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), a proposé, mi-juin à Dakar, dans ses résultats, des scénarii qui permettent aux populations de trouver des solutions mais aussi des actions qui s'imposent.



PAR ABABACAR GUËYE

“Les modèles climatiques prévoient pour les périodes 1980 à 2009 et 2040-2069 à Nioro du Rip une baisse de la pluviométrie et une hausse de la température. Les rendements des céréales (mil et maïs) vont baisser et l'impact des revenus des agriculteurs devient important, mais lorsqu'ils utilisent certaines technologies d'adaptations, ils en tireront profit”, a expliqué le directeur de recherches de l'Ipar.

science-politique pour l'adaptation de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au changement climatique (C-CASA).

Les Partenaires techniques de la plateforme C-CASA, les organismes de développement, Société civile, etc. ont pris part à ces échanges présidés par M. Dramé de la Direction de l'Agriculture (DA), en présence du directeur Exécutif de

C-CASA, Bounama Dièye, le Sénégal est train de développer son Plan Sénégal Emergent (Pse) qui espère porter le pays vers le déve-

L'étude portait sur trois cas de recherche : la sensibilité des systèmes actuels de production agricole au CC, l'impact du CC sur les systèmes de productions futures et les bénéfices des adaptations au CC. Elle a montré que si on se projette sur les 40 voire 50 prochaines années, l'impact des CC pourrait être relativement important, s'il n'y a pas de possibilité d'adaptation. A cet effet, le Dr Athie de l'Ipar a présenté des scénarii : modèles climatiques dits (DSSAT, APSIM), types de cultures (mil, maïs et arachide) avec adaptation ou sans adaptations au CC.

Dans presque tous ces modèles climatiques, a dit le Dr Athie, les résultats diffèrent selon le scénario. Ainsi, ceux sans adaptation ont montré que les estimations de revenus nets moyens par exploitation diminuent entre 10% et 38% (modèle DSSAT). “L'impact est plus élevé pour les fermes à base de maïs car les revenus nets moyens estimés par ferme diminuent entre 13% à 41%. Nous constatons également une perte de fermes agricoles dans les systèmes de production actuels ainsi que dans les futurs systèmes de production avec DSSAT”, a révélé le chercheur.

Cependant, lorsque l'adaptation au CC est possible, un changement

publics pour anticiper sur ce phénomène et aux chercheurs de prévoir des variétés de semences adaptées.

Le coordonnateur de la Plateforme C-CASA trouve les résultats “optimistes” et cela donne la réflexion par rapport “aux orientations de développement qu'on s'est fixé”. “Les résultats obtenus seront portés à plusieurs échelles de réflexions et de décisions de sorte qu'on puisse les intégrer dans les prises de décision au Pse et autres programmes de développement en vigueur au niveau national. Parce que la Plateforme regroupe différents acteurs : Députés, membres du Conseil Economique social et environnemental, services concentrés de l'Etat, secteurs privés, presse, décideurs, Société civile, etc.”, a souligné M. Dièye.

Au cours des échanges, Paul Thiaw agriculteur membre de la Fongs/Action paysanne de Thiès s'est interrogé sur le gap 2009-2040 et a demandé ce qui est prévu durant cette période. Quant à Khaly Sylla, un agent de l'AnCAR (Agence nationale de Conseil agricole et rurale), il souhaiterait qu'on intègre l'impact des CC sur les sols. D'autres ont proposé la présentation de la localité (relief, habitation, etc.) qui ne figure dans l'étude. Pareil pour le climatologue Ousmane Ndiaye de l'Anacim (l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie), il a suggéré l'utilisation des savoirs-locaux qui sont utiles. “Il faut que les scientifiques aillent prendre ces savoirs-locaux. Ils ne doivent pas être laissés en rade”, a lancé M. Ndiaye avant de proposer l'acquisition de labos mais aussi des stations d'observations traditionnelles du climat.

Dans leurs recommandations, les participants ont proposé que les chercheurs prennent en compte les préoccupations des paysans et les traduisent en travaux de recherche. Ils ont exhorté la Plateforme à continuer de jouer son rôle d'interpellateur. Ils ont proposé également le lancement d'un Prix au CC aux Projets et Programmes qui les ont intégrés et réussis dans leurs activités.

BAISSE DU TAUX DE PAUVRETÉ ENTRE 11% ET 14%

veloppement de l'Agriculture et d'autres secteurs pour une sécurité alimentaire durable. “Mais à côté de cela, les effets du CC frappent à nos portes et peuvent perturber fortement les rendements escomptés. A cet effet, il est aujourd'hui important de poser la dimension CC dans nos politiques, nos stratégies de développement de sorte qu'on puisse minimiser les risques et effets liés à ce phénomène”, a souligné M Dièye”.

Ainsi, Nioro du Rip a été choisi pour voir quel impact le CC va avoir sur les revenus et le niveau de pauvreté des agriculteurs pour les périodes 1980 à 2009, et 2040-2069.

positif est perçu dans tous les indicateurs économiques, parce que les agriculteurs de Nioro ont adopté un paquet technologique. “Les revenus nets moyens par exploitation vont augmenter entre 12% et 22% avec DSSAT et entre 10% et 19% avec APSIM, un autre scénario. Les taux de pauvreté affichent des niveaux historiquement bas, entre 11% et 14%. Ainsi, l'impact du changement climatique serait atténué”, a souligné Dr Athie. Dans la même lancée, il a suggéré que des mesures soient prises dans les politiques

IMPACT IMPORTANT SUR LES 50 PROCHAINES ANNÉES

Le Dr Ibrahim Athie présentait une étude dans le cadre du Projet Agmip/Ciwara phase I (lire encadré) sur : “l'impact du Changement climatique (CC) : cas de Nioro du Rip à Kaolack (centre-est)”. C'était à l'occasion d'un atelier de partage organisé par l'Ipar en partenariat avec la Plateforme nationale de dialogue

l'Ipar Dr Cheikh Omar Ba ainsi que le Coordonnateur de la plateforme C-CASA Bounama Dièye de la (DA). Le Changement climatique et ses corollaires sont de plus en plus perceptibles dans les pays. Pour s'adapter, des Programmes et Politiques sont mis en œuvre. Selon le Coordonnateur de la Plateforme

CHANGEMENT CLIMATIQUE :

AgMip propose des méthodes d'adaptation

AgMIP (The Agriculture Model Intercomparison and Improvement Project), phase I est un Projet américain qui fait des recherches sur l'adaptation du Changement climatique. Il a été mis en œuvre (2011 ou 2010 ???) en Afrique de l'Ouest sous l'appellation “Impact du changement climatique sur l'agriculture en Afrique de l'Ouest : une évaluation régionale”(CIWARA). Il propose de nouvelles méthodes de recherches pour s'adapter au CC. Le projet AgMIP a réuni 10 institutions de recherche et universités (nationales et internationales) et a mobilisé 18 scientifiques.

L'expertise comprenait des climatologues, des modélisateurs de cultures et des économistes. Trois sites ont été étudiés durant la phase I du projet qui vient de terminer, à savoir, Nioro du Rip à Kaolack au Sénégal, Navrongo au Ghana et Koutiala au Mali. “La méthodologie AgMIP a été utilisée pour réaliser une évaluation intégrée de l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles”, a expliqué le Dr Athie. Au Sénégal, la méthodologie AgMip a été utilisée à Nioro du Rip.

A.G

INTERVIEW... DR GAOUSSOU TRAORÉ DU CNS-RIZ MALI (SUITE ET FIN)

JS : N'empêche que dans ces pays, on continue à importer d'Asie des milliers de tonnes de riz pour nourrir les populations? Qu'en pensez-vous?

“C'est vrai ! Ceci est une réalité. Une réalité qui dépasse les chercheurs africains. Mais il faut dire que dans ces importations de riz, il y a des considérations politiques et commerciales. Il y a aussi l'aspect préférence, préparation culinaire, quantité et disponibilité, goût et marketing (vente, emballage, prix, etc.) Donc en Afrique, les autorités gouvernementales devraient tenir compte de tous ces aspects pour réduire la dépendance alimentaire en riz. Il faut également un accompagnement de l'agro-industrie, appuyée par une bonne politique agricole pour jouer sur la compétitivité. Exemple, au Mali le riz importé est moins cher que le riz local, mais celui-ci est plus apprécié par les populations. Pourtant ces riz qui viennent d'ailleurs sont subventionnés. Concernant le CNS- riz, le WAAPP/PPAAO a prévu qu'il devienne un Centre régional d'Excellence au service de tous les pays de la CEDEAO. Je souhaite donc que tous ces pays s'approprient cet outil de recherche qui leur appartient et le soutiennent pour assurer son rayonnement en Afrique de l'Ouest.”